

**ÉDITORIAL**  
MARTIN  
BUXANT**Plafonner le salaire des CEO d'entreprises publiques?**

# Le mythe des 300 briques

**S**i on voulait être cruel – mais ce n'est pas le genre de la maison – on raconterait comment, avec les socialistes, la régulation des hauts salaires, singulièrement pour les dirigeants opérant dans la sphère publique, s'apparente à un chemin de croix. Magnette puis Labille s'y attelèrent au Fédéral, dans un passé récent, avec plus ou moins de succès, mais des entités fédérées et de leurs entreprises à capitaux publics, il ne fut pas question. Ainsi les Tecteo/Nethys, la FN ou encore la Sonaca sont-elles passées entre les mailles du filet. La discussion est particulièrement sensible pour les socialistes parce qu'elle fait apparaître, en filigrane, une question à laquelle on n'a pas encore apporté de réponse convaincante jusqu'ici: peut-on être fondamentale-

**La question posée aux socialistes en filigrane est celle-ci: peut-on être de gauche en gagnant beaucoup d'argent?**

ment de gauche quand on gagne beaucoup d'argent? Est-ce bien compatible?

Elio Di Rupo, poussé par l'air du temps, souhaite aujourd'hui plafonner les salaires des patrons d'entreprises publiques aux alentours des 300.000 euros par an. Deux réflexions. La première est d'éviter de s'enfermer dans un chiffre plafond mais de se concentrer sur la tension salariale.

Ainsi, si une entreprise publique performe à merveille, redistribuer à l'ensemble de ses forces vives, du patron à l'ouvrier, les fruits du labeur et du capital apparaît plus efficace, certainement plus inclusif, que camper sur un plafond pour le CEO et l'empêcher de gagner davantage qu'un plafond arbitraire. Second élément à intégrer à la discussion avant de trancher: la valeur des grands patrons est aussi déterminée par le marché. Certes, il existe des idéalistes qui accepteront de venir coraquer des entreprises publiques pour deux ou trois fois moins que ce qu'ils obtiendraient dans le privé. C'est merveilleux, c'est la bonté et le sens du sacrifice public. Mais le contingent de ces bonnes âmes sera rapidement épuisé. Le Fédéral, où il a fallu ramer à la SNCB pour débusquer un CEO acceptant de se plier aux nouvelles normes salariales, pourra en témoigner.

Et que fera-t-on ensuite?